

Au cœur des « Trente Glorieuses » : les débuts de la « seconde Révolution française »

1. Le tournant de 1965

Les sociologues ont montré qu'au cœur des « Trente Glorieuses » 1965 est une « année tournant ». A partir de cette date, en effet, de nouveaux changements s'amorcent, annonciateurs d'évolutions ultérieures qui franchiront le cap du premier choc pétrolier et continueront au-delà des « Trente Glorieuses ». Ces changements concernent aussi bien les structures démographiques que le domaine des mentalités collectives ou celui du comportement social.

A partir de 1964, plus précisément, on observe une baisse de la fécondité. Le phénomène n'est pas immédiatement perceptible dans la natalité, car les mères commencent à être, dans ces années, celles issues du *baby boom* : elles sont donc plus nombreuses et, même avec une fécondité désormais moindre, le nombre de leurs enfants n'est pas, globalement, en baisse. Pour dix ans, le phénomène de la baisse de la fécondité sera donc mécaniquement occulté. Ce n'est qu'aux alentours de 1975 que la natalité est à son tour touchée, passant en dessous de la barre des 15 ‰. Le fait démographique essentiel reste pourtant cette baisse de la fécondité surgie au milieu des années 1960, au cœur des « Trente Glorieuses » et au sein d'une société d'abondance. L'observation avait de quoi déconcerter les démographes. Ce milieu des années 1960 est d'autant plus important que ce sont aussi les valeurs et les normes qui sont cri train de se modifier à cette date. Jusque-là, en effet, malgré la croissance économique soutenue et la mutation sociale en cours, valeurs et normes restaient encore largement celles de l'avant-1945, héritées d'une nation longtemps rurale et qui n'était pas encore entrée dans l'ère de l'abondance et de la société de consommation. Les valeurs dominantes y demeuraient « l'endurance, la frugalité et la prévoyance, bref le report de la satisfaction » (Jean-Daniel Reynaud). Ces valeurs étaient posées en vertus cardinales, et les comportements économiques relevaient bien davantage de la subsistance que de la consommation : le rentier, on l'a vu, était une figure sociale représentative. Au fil des deux décennies d'après guerre, ces valeurs et normes s'étaient, d'abord, peu modifiées. Ce n'est que dans les années 1960 que l'évolution s'amorce réellement, et c'est en 1965 que le phénomène devient apparent, par plusieurs symptômes eux-mêmes annonciateurs des grands ébranlements de Mai 68 et des années qui suivirent : en 1965, a observé le sociologue Henri Mendras, « on note un premier décrochement dans le taux de la pratique religieuse chez les jeunes... le nu apparaît dans les magazines et dans les films. Les enquêtes de motivation et d'opinion permettent de préciser et de dater cette « crise des valeurs », dont on commençait à parler à l'époque ». Révélation plus que révolution, Mai 68 sera donc, à cet égard, beaucoup plus le révélateur d'une évolution déjà amorcée au fil des années 1960 qu'un événement fondateur. Révélateur mais aussi catalyseur et accélérateur, tant la secousse de 1968 rendit béant le fossé entre la société née des « Trente Glorieuses » et le système de normes et valeurs encore largement hérité de la France d'avant 1945. A la croissance économique et à la mue sociologique s'est donc ajoutée, avec un décalage chronologique, une mutation socioculturelle. De ce décalage découleront des « blocages » : dès 1970, le sociologue Michel Crozier, dans son livre *La société bloquée*, recensait et dénonçait certains de ces blocages, notamment bureaucratiques.

C'est aussi vers 1965, au moment du concile Vatican II, que l'on voit apparaître, en France, les symptômes d'une crise profonde. D'une part, on observe une accélération de la baisse de la pratique religieuse, sensible dans la diminution du nombre de certains sacrements comme le baptême ou le mariage religieux. D'autre part, c'est l'institution religieuse elle-même qui connaît une crise interne et le phénomène devient directement perceptible au fil de ces années 1960, dans la chute des vocations et donc des ordinations de prêtres : celles-ci passent de 567 en 1959 à 370 en 1969, ce qui constitue un effondrement de plus du tiers (34,7 %) en une décennie. Et la décennie suivante allait être marquée par un véritable effondrement : en 1979, le nombre annuel d'ordinationes ne sera plus que de 125.

Si la crise de l'Eglise comme institution est indéniable, en va-t-il de même de l'institution familiale ? Dans ce domaine, la réponse des sociologues est beaucoup plus nuancée et l'évolution est globalement postérieure à 1968. C'est à partir des années 1970 que le mariage, statistiquement, se

nouera moins fréquemment et se dénouera plus aisément. Il faudra, dans un autre chapitre, revenir sur ce point, et constater que, plus qu'une crise, il s'agit, dans ce cas, d'une modification de la structure familiale. Toujours est-il que la période qui débute au milieu des années 1960 a vu le déclin, dans le cas de l'Église, ou la modification, pour la famille, de plusieurs institutions jouant le rôle jusque-là de depositaires et de gardiennes des normes du comportement collectif et des valeurs qui le sous-tendent. Leurs adversaires parleront même, dans l'effervescence de la fin des années 1960, de « Bastilles » en train de s'écrouler. Plus prosaïquement, les sociologues parleront d'une « crise des régulations traditionnelles » (Michel Crozier). De là, une modification du comportement et des mœurs, sensible notamment par rapport aux temps forts de toute société : la naissance, la mort, le mariage, le travail, la sexualité. Dans ce dernier domaine, le changement est sensible : la diffusion des moyens contraceptifs modernes (1967) et l'autorisation de l'interruption volontaire de grossesse (1975) ont marqué un tournant déterminant, qui n'a pas été sans débats ni division des consciences. Plus largement, y a-t-il eu l'entrée dans une « société permissive », le terme étant d'ailleurs connoté différemment selon que le jugement porté sur l'évolution est favorable ou négatif ?

L'évolution toucha aussi, plus largement, le comportement social, individuel aussi bien que collectif. D'une part, le rapport à la consommation, en l'a vu, s'était déjà modifié auparavant. La mutation en ce domaine va s'accélérer à cette époque : la frugalité et la prévoyance continuent à céder le pas à un usage du crédit devenu habituel et sans réticence, et sous-tendu par l'individualisme et l'hédonisme qui se développent. D'autre part, l'autorité et les relations hiérarchiques sont souvent, désormais, plus difficilement admises et suivies d'effet. Le lieu de travail, de ce fait, est le lieu de tensions nouvelles. Comme l'avait diagnostiqué Alain Touraine dans *Le communisme utopique*, on observe après 1968 de nouvelles formes de luttes sociales secrétées par l'avènement d'une société « postindustrielle ». L'historien américain Stanley Hoffmann, dans ses *Essais sur la France* (1974), a, dans le même ordre d'analyse, décelé une « révolte contre le système français d'autorité ». Bien des expériences des années suivantes l'« autogestion » des usines Lip, les actions des paysans du Larzac, en tout cas, sont dans le prolongement de ces craquements de la fin des années 1960.

2. Les débuts des « Vingt Décisives »

Le milieu des années 1960 ne représente donc pas seulement le cœur des « Trente Glorieuses ». Certes, à ce titre déjà, cette période occupe une place marquante dans notre histoire proche si l'on prend l'année 1962 comme base 100, l'indice de la production industrielle aura exactement doublé entre la fin de la guerre d'Algérie et 1974 (indice 200). Mais, de surcroît, en ce milieu des années 1960 s'enclenche la « Seconde Révolution française », mutation essentielle qui eut lieu, selon Henri Mendras, entre 1965 et 1984. Si dans le domaine économique les « Trente Glorieuses » s'achèvent en 1974, pour ce sociologue la mutation socioculturelle non seulement continue au-delà de cette date, mais elle s'amplifie, avec, d'une part, la confirmation de l'affaissement du monde rural et de la montée des « cadres », d'autre part la poursuite de la perte de prestige et de pouvoir de grandes institutions non seulement l'Église ou l'armée, mais aussi les syndicats et, semble-t-il, l'École. A l'autre bout de cette période de deux décennies, et lui conférant aussi son ampleur et son statut historique, il faut observer – et nous y reviendrons l'extinction ou l'apaisement de plusieurs conflits sociopolitiques qui s'inscrivaient dans la longue durée historique. D'une part, avec le tournant de 1983 et la « rigueur » alors proclamée, le gouvernement socialiste reconnaîtra tacitement les lois de l'économie de marché et s'amorcera dès lors de sa part un ralliement progressif au libéralisme économique. D'autre part, avec le dénouement en 1984 de la crise sur l'École libre, était enterrée désormais la « question scolaire » dont les effets s'étaient fait sentir sous plusieurs Républiques.

De cette période des « Trente Glorieuses » et emboîtées en elles sont donc sorties les « Vingt Décisives ». Et l'évolution est d'autant plus sensible qu'on la retrouve aussi dans le domaine idéologique : durant une trentaine d'années, après la Libération, les intellectuels français ont pesé sur les grands débats, avant de connaître, enclenchée probablement avant 1974 mais prenant toute son ampleur après cette date, une crise idéologique profonde.

